



Rassemblement de Londres

Discours d'Emmanuel Macron

21 février 2017 - Central Hall Westminster

Merci à vous ! Il y a de l'ambiance, à Londres !

Merci beaucoup, merci à vous. And thanks for your presence. I want just to thank my former colleagues and some of them are British politicians, being here in this room with us.

Merci à vous. Merci d'être là, en tout cas. Il faut toujours commencer en citant les grands auteurs. Donc je voulais vous dire que venir à Londres, c'est toujours un grand débat en France. Vous avez toujours des gens qui vous disent, dans les staffs de campagne : "pourquoi aller à Londres ? Il faut aller sur le terrain en France". Et vous avez toujours un grand halo, à ce moment-là, médiatique qui dit "aller à Londres, c'est forcément pour aller chercher de l'argent au milieu de la City avec des gens terribles et affreux". Il faut aller chercher de l'argent avec des gens qui ne sont pas terribles ni affreux, mais c'est aussi aller rencontrer des Français et des Françaises. Parce que, je le disais, il faut citer les grands auteurs. Il y a un grand auteur qui s'appelle Boris JOHNSON... Non, non, non, on ne siffle jamais, nous, on ne siffle jamais, laissez ça aux gens qui n'ont plus d'espoir, plus de projet et qui sont dans l'embarras. Nous, on ne siffle pas.

Mais donc, Boris JOHNSON disait il y a quelque temps, au moment où ils étaient plusieurs à dérouler les tapis rouges : "Londres, c'est la sixième ville française". Et c'est vrai.

Donc je suis heureux de tenir, ce soir, un meeting avec vous, dans ce qui est la sixième ville française, à peu près, parce que, c'est essentiel, parce que vous êtes des Françaises et des Français qui allez vous exprimer sur les destinées de notre pays à un moment décisif de son Histoire. Et donc être là, c'est essentiel, et merci de votre présence.

Alors, on se parle et on est ensemble à un moment un peu particulier de la vie de la Grande-Bretagne, et pour toutes celles et ceux qui sont parfois expatriés depuis plusieurs années, un moment particulier de votre vie, de votre expérience : c'est l'après-Brexit. J'étais, cet après-midi, avec Theresa MAY, puis Phil HAMMOND, pour, justement, échanger nos vues sur ce sujet et on sait même les divergences qu'ils avaient pu avoir au moment des débats, mais nous en sommes rendus là. On est à un moment, et nous aurons à gérer, dans les prochains mois, un moment unique de l'Histoire de l'Europe et de la relation franco-britannique. Et donc, avant tout, je veux commencer par vous en dire quelques mots parce que ça vous touche au premier chef. D'abord, ce que j'ai dit à Theresa MAY, c'est que ce serait d'abord une affaire européenne. On avait un agenda évident entre la France et la Grande-Bretagne. Mais, pour moi, il faut d'abord que ce soit une discussion entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne. Qu'est-ce que je veux dire par là ? C'est qu'il ne peut pas y avoir vingt-sept agendas avec le Royaume-Uni. Alors les campagnes, en particulier présidentielles, c'est un très mauvais laboratoire pour ça. Parce que normalement, je devrais arriver et vous dire : "J'ai vu Theresa MAY, j'ai dit que la France ferait ceci, cela avec beaucoup de force, j'ai affirmé.". Je lui ai dit quels étaient nos intérêts, et je vais y revenir, mais je lui ai dit ce sera l'Europe. Parce que, si on rentre dans un débat..., dans vingt-sept débats, on va s'affaiblir. Et donc c'est la préservation de l'Europe, du marché unique, de l'Union européenne qui se joue à ce moment-là. Parce que si on ne négocie pas bien ce Brexit, on s'affaiblira tous. Ensuite, bien sûr, on défendra les intérêts français. Et nos intérêts, c'est aussi d'attirer de la valeur ajoutée, des talents en France, à l'occasion de ce Brexit. Et d'avoir une relation équilibrée avec, justement, la Grande-Bretagne, dans ce contexte. Et donc, au-delà de la négociation de ce Brexit qui va prendre, on le sait, plusieurs années où il ne faut pas céder les intérêts de court-terme contre la préservation de l'Union européenne et ce que nous avons construit, il y a aussi la relation bilatérale. Il y a nos relations en termes de migration, les accords du Touquet dont on parle tant qu'il faut les revoir, et j'ai dit que ce serait mon souhait. Il faut les revoir pour les rendre plus justes, parce qu'aujourd'hui, si vous allez dans le Nord-Pas-de-Calais, dans ce qu'on appelle aujourd'hui les Hauts-de-France qui me sont chers, vous verrez que ça ne s'est pas toujours réglé de manière totalement simple, pour dire le moins. Et donc on a besoin, sur les mineurs isolés, sur beaucoup de sujets techniques, de revoir l'équilibre de ces accords et par contre, il faut préserver les accords de défense qui lient nos deux pays. Et donc, pour moi, la clé de la stratégie qu'on doit conduire, c'est de défendre vraiment une special relationship entre la Grande-Bretagne et l'Europe et, en particulier, entre la Grande-Bretagne et la France. Et je pense que ce serait une erreur profonde pour la Grande-Bretagne comme pour l'Europe, qu'il y ait en quelque sorte une prise au large, qu'il y ait une volonté de se déporter, d'un seul coup de s'éloigner de l'Europe, d'abandonner totalement les projets communs parce que le Brexit a été voté. Plus rien ne sera pareil. Mais je pense qu'on peut défendre des intérêts mutuels, le long terme, ce qui nous fait, et garder une stratégie commune. Alors, bien entendu, dans cette discussion, j'ai évoqué les ressortissants européens et, en particulier, les ressortissants français vivant en Grande-Bretagne. Trois cent mille à peu près, même un peu plus, deux cent mille à Londres. Et là-dessus, il est évident que ce sera un sujet de préoccupation tout particulier, que c'est pour moi important que toutes celles et ceux qui ont fait le choix, qui se sont installés, qui le font de manière consciente, motivée, pour qui c'est un choix de vie, un choix familial, puissent continuer à travailler, à être ici à Londres ou ailleurs. Et c'est important que, dans le cadre de cette négociation, on puisse en définir les équilibres pour ne pas tout casser, pour ne pas revenir sur tout. Et ce sera une étape importante de cette discussion, mais nous la ferons au niveau européen.

Donc ça va être long. Ça sera parfois dur, autant se dire les choses, parce que ça a été un choix dur. Mais j'espère que nous arriverons à maintenir nos intérêts mutuels. Mais en tout

Seul le prononcé fait foi.

cas, pour moi, ce sera un choix responsable, pas de démagogie, il y en a déjà trop eu, dans ces campagnes. Le sens du long terme et la protection de l'Europe et de nos intérêts.

Mais en disant ça, en parlant de cela, je parlais de vous, de votre possibilité de rester là, de travailler à Londres ou ailleurs, de continuer à être présents. Quand c'est un choix, un vrai choix de vie, quand c'est aussi le choix, parfois, de pouvoir revenir en France. Mais il y a une chose à laquelle je ne peux pas me résoudre, c'est que ce soit un choix contraint. Il y a une chose que je n'accepte pas, c'est d'entendre comme je l'ai encore entendu tout à l'heure, quand je prenais l'Eurostar et que peut-être l'un d'entre vous est venu me voir avec son projet de start-up en me disant : "J'ai tout essayé en France, je n'ai pas pu le monter, de toute façon tout le monde m'a dit que ce n'était pas la peine d'aller plus loin, en France, avec ce projet. On m'a dit d'aller voir à Londres, j'y suis allé et je suis en train de réussir." Ça, ça n'est pas possible que ça continue.

Et donc, ce que je suis venu vous dire ce soir, ce qui se joue aussi dans cette campagne, c'est de savoir comment on va faire réussir notre pays, pour que des femmes et des hommes qui créent de la richesse, des emplois, qui ont envie de faire, qui ont envie de changer leur vie et celle des autres, ne puissent plus jamais dire : "J'ai essayé de le faire en France et c'est mieux de le faire à deux heures d'Eurostar de chez moi." Ça, je ne veux plus l'entendre. Et donc, l'une des batailles que je mène, ce n'est pas, simplement, de venir convaincre des femmes et des hommes qui sont ici, c'est aussi de les convaincre partout, et à chaque moment où c'est pertinent, de revenir. De revenir entreprendre, faire en France, innover, chercher, créer, enseigner. Parce que je veux que l'on ait un pays où on puisse à nouveau faire tout cela.

(Bravo !)

Alors il y a quatre choses que je voulais, au fond, vous dire, pour vous convaincre. D'abord il y a un changement de culture, ensuite, je veux qu'on libère beaucoup de choses dans le pays, ensuite je pense que l'on doit en même temps protéger, et je vous expliquerai pourquoi, et puis il faut que l'on ait une vraie stratégie européenne pour y arriver. C'est ces quatre points sur lesquels je veux un peu revenir avec vous, ce soir, pour vous expliquer le projet et vous convaincre. Le premier, c'est un changement de culture et une révolution culturelle. Je pense que la France est un pays formidable. Sinon, je ne serais pas parti dans cette aventure pour me battre, donner du temps, de l'énergie avec toutes celles et ceux qui m'accompagnent, et je veux remercier en particulier Jean ARTHUIS qui est avec moi aujourd'hui à Londres et qui, depuis le début, s'est engagé à mes côtés.

Il s'est battu comme parlementaire français, maintenant européen, comme ministre, comme élu local, pour tout ça. C'est un pays formidable qui a les ressources, l'intelligence, le territoire, la jeunesse, pour y arriver. Mais quelque chose... Et vous pouvez applaudir la jeunesse !

Mais quelque chose s'est bloqué depuis plusieurs décennies. Et ce quelque chose, c'est ce que nous sommes en train d'essayer de bouger. Moi je vois deux problèmes, deux choses qu'on est en train d'essayer de bousculer : la culture et le système politique. La culture française, et il y a eu beaucoup de débats sur le sujet de la culture française, j'en profite pour faire une petite parenthèse. Je voyais les tracts que certains camarades distribuaient à l'entrée du building, très gentiment, pour vous expliquer toutes les raisons pour lesquelles j'étais un odieux personnage, ils disaient "Emmanuel Macron, il ne croit

Seul le prononcé fait foi.

pas à la culture française”. Bon, c’est défendu, généralement, par des gens qui ont oublié de lire, qui pensent que la culture française relève, je cite le programme d’un de mes opposants, de l’art français. J’ai dit : “il n’y a pas UNE culture française”. Mais c’est la vérité, ou alors que ceux qui disent cela aillent me dire si PICASSO, CHAGALLI et quelques autres sont dans la culture française, dans leur définition. Parce que moi, l’art français je ne l’ai jamais vu. Il y a DES cultures, et il y a bien une culture qui est en France. Nous avons notre culture, notre littérature, notre peinture, nos valeurs qui vont avec, notre langue, qui est ce qui nous tient. Et c’est la fierté de ce pays. Mais cette culture s’est toujours vécue avec des racines profondes mais comme éminemment ouverte, généreuse, accueillant les talents de l’étranger. Et qu’est-ce qui a fait la littérature française, la peinture française, la musique française, la danse française ? La capacité à faire émerger des génies de notre pays mais à, chaque fois, d’agrèger des talents de l’étranger. Comme le font d’ailleurs des pays, aujourd’hui, avec la recherche ou autre - Cédric ne me contredira pas quand on parle de la recherche en Grande-Bretagne. Et donc ce qu’il faut voir, c’est que celles et ceux qui prétendent défendre aujourd’hui la culture française, en la rétrécissant à une culture, oublient totalement ce qui nous a faits. J’aime plus que tout notre langue, notre culture, ce qui fait ce trésor, mais en même temps, elle a toujours été ouverte.

Elle s’est toujours construite dans la capacité à en agrèger d’autres, à faire venir les talents d’ailleurs. A faire que des jeunes ou moins jeunes qui venaient de partout ailleurs en Europe, ou dans le reste du monde, devenaient constitutifs de la culture française. Cela pour lever l’ambiguïté. Mais nous avons un problème culturel en France, je le dis souvent, c’est ce paradoxe mortifère dans lequel on s’est enfermé qui est que nous n’aimons pas l’échec, nous détestons l’échec, nous craignons l’échec. Ça commence dans la petite enfance, quand vous commencez à mal répondre en classe, vous êtes stigmatisé, on rend les notes dans l’ordre, vous savez bien, et si vos enfants sont dans le système anglo-saxon, c’est très différent. On ne stigmatise pas, on va plutôt chercher les qualités de l’enfant pour le faire réussir avec ses capacités. Et donc on a peur d’échouer, beaucoup plus. Ce qui fait qu’ensuite, quand on entreprend, il arrive qu’on échoue, on est stigmatisé. Dans une culture, dans un monde de l’innovation, de la disruption, de la compétence, on a besoin de gens qui échouent parce que ce sont des gens qui ont tenté. Et donc, il faut dédramatiser l’échec. Ça veut dire qu’il faut que l’échec soit beaucoup plus rapide, peu coûteux et absolument pas infamant en France, que ça ne contribue pas... Ce qui veut dire que, contrairement aux idées reçues, on n’aide pas le pays à progresser quand on empêche des entreprises de fermer, des emplois qui n’ont plus d’avenir à être détruits, on n’aide pas les choses en disant dès que quelqu’un a échoué, “lui, on ne lui prêtera plus”. Toute cette culture d’interdiction de l’échec est dramatique. Mais à côté de ça, nous n’aimons pas le succès.

Moi, je ne prétends pas avoir eu une carrière à succès, elle a été trop courte dans le privé, mais il n’y a pas un jour, sur les réseaux sociaux ou ailleurs, où on ne me reproche pas l’argent que j’ai gagné. Je vous rassure, c’est moi qui l’ai gagné. J’avais des contrats, des clients, un travail.

J’avais un travail. Mais ça semble affreux. Et dans beaucoup de sphères d’activité, on dit “c’est atroce”. On le sait, notre système fiscal, d’ailleurs, est bien fait pour ça puisqu’il empêche les gens de réussir trop bien, certains d’entre vous, je pense, ont expérimenté. Et donc ça ne marche plus. Ça ne marche plus dans un système, dans une économie ouverte. Parce que l’économie dans laquelle nous sommes entrés, c’est une économie de talents, d’innovateurs. Que ce soit dans le football, dans le rugby, dans les sciences, dans le monde de la finance, dans l’entreprise, il faut des gens exceptionnels. Il ne faut pas que

Seul le prononcé fait foi.

ça, il faut que chacun ait sa place, mais il faut des gens formidablement talentueux. Donc il faut aimer le succès. Si l'on n'aime pas le succès, les gens à succès vont le chercher ailleurs. Et donc ça n'est pas bon pour votre économie. Et c'est pour cela que j'ai proposé de réformer en profondeur l'impôt sur la fortune et donc de supprimer toute la part de l'ISF qui concerne la taxation de l'investissement, de l'enrichissement dans une entreprise, du cash, etc., pour ne garder, sans en rien changer des règles actuelles, la partie immobilière. Parce que l'immobilier, c'est des choix personnels, on ne finance pas l'économie avec l'immobilier. Par contre, quand on s'est enrichi, qu'on a créé une entreprise, qu'on la développe, qu'on aide à la faire fructifier, qu'on la transmet à ses enfants, que ces derniers continuent à investir dans le capital ou le détiennent, c'est bon pour l'économie. On en a besoin donc on ne va pas le taxer.

C'est aussi pour ça qu'il faut simplifier et baisser, je l'expliquerai la semaine prochaine, la taxation sur le capital. Mais culturellement, on a besoin de cette révolution. Sinon, on se retrouve dans une situation qui est un peu la situation française, où on n'a pas le droit d'échouer et pas le droit de réussir trop bien. Donc on peut réussir un peu, moyennement.

Et donc assez rapidement, il y a très peu de chances pour que vous restiez un grand pays avec beaucoup d'ambition. Moi, je veux que la France soit un grand pays avec beaucoup d'ambition, beaucoup de force. Qui soit généreux, parce qu'il est fort.

Donc ça, ça suppose de retrouver une culture du risque, de retrouver une culture du succès et une volonté de changer le système. Et je vais vous dire, à mon échelle, c'est ce que j'ai fait. J'ai quitté l'emploi que j'avais pour aller d'abord dans la sphère politique. J'ai ensuite, pour mener cette campagne, quitté le gouvernement. Dans d'autres occasions, et dans beaucoup d'autres occasions, même toutes les occasions précédentes, tous ceux qui étaient dans mon cas ne quittaient pas le gouvernement pour aller aux élections. J'ai, en plus de ça, quitté la fonction publique. J'en ai démissionné et remboursé ce que je devais encore à l'État.

Et je dis ça parce qu'il y a beaucoup d'entrepreneurs dans la salle. Vous n'êtes pas crédible pour porter quelque chose si vous ne le faites pas vous-même. Moi, j'ai pris les risques pour ce qui me concerne. Et là, je suis en train de contracter un emprunt personnel pour achever de financer la campagne. Je le dis parce que je suis aujourd'hui le seul candidat dans l'élection présidentielle française à avoir pris ces risques. Tous les autres candidats, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, tous, sont aujourd'hui payés par le contribuable pour être député de la nation ou député européen, et ils font campagne, et cela depuis des mois. Donc quand on parle de transparence, d'utilisation de l'argent public, de prise de risque, je tenais juste à vous le dire parce que c'est comme les investisseurs qui veulent savoir qui ils ont en face d'eux. Et c'est la vérité qu'on doit aux Français. Moi, j'ai pris les risques. Ça veut dire que j'irai au bout. Mais ça veut dire que quand je regarde les Français en face en leur disant "ça va être dur, là, je vous demande de prendre un risque avec moi, on va faire telle ou telle réforme et il faudra prendre des risques ensemble", j'ai fait une première étape, c'est que moi, je les ai pris, personne d'autre.

Et donc, cette révolution culturelle, elle va aussi avec une révolution du système politique. Parce que ce qui va avec cette culture de l'entre-deux, qui est aussi une culture de l'entre-soi, qui fait qu'on ne fait plus de réforme, que même quand on dit qu'on fait des réformes radicales, on va finir par les revoir, finalement c'est compliqué, donc on ne les fait pas comme on a dit...C'est ce qu'on fait depuis trente ans. Trente ans. Parce que le système politique est ainsi fait. Parce que chaque camp gère les intérêts de son camp, deale avec

Seul le prononcé fait foi.

les conservateurs de son propre camp, de sa propre tendance et ne cherche pas un projet pour le pays. C'est ce qui est en train de se passer aujourd'hui, à gauche comme à droite. Vous avez eu des primaires. Moi, j'ai refusé d'y participer parce que je pense que le sujet n'est plus là. Ce qu'on a fait avec En Marche!, c'est un dépassement de tout cela, pour rassembler les progressistes des deux camps, ceux qui croient dans l'innovation, dans la réforme radicale en matière économique et sociale, dans une politique radicale de sécurité, dans une vraie politique d'égalité des droits et pour l'éducation dans la laïcité française stricte et dans l'Europe. Sur ces bases-là, qui est clair ? À droite vous avez vu des divisions profondes, sur tous ces sujets, au sein des primaires; à gauche de même. Et vous avez, je dirais, les conservateurs de chaque camp qui ont gagné leurs primaires. Et là, ils essaient de mettre un peu d'eau dans leur vin parce qu'il faut bien, à un moment donné, dealer avec les progressistes du camp pour qu'on transforme le programme sur lequel on a été élu. On se met à brouiller les pistes. Parce qu'au final, on ne fera rien. Parce que les gens avec qui on ira au bout ne veulent pas ce pour quoi on a été élu aux primaires.

Donc vous avez un système brouillé, enkysté, qui fait que... Je lisais la tribune d'un grand dirigeant de la droite française qui disait que je n'avais pas d'expérience et que j'étais très immature en politique. Je revendique l'immaturation et l'inexpérience politique !

Parce que leur expérience politique, c'est l'inefficacité politique.

Parce que leur expérience politique, c'est la culture de l'entre-deux. Parce que leur expérience politique, c'est la culture de l'entre-soi. Parce que leur expérience politique, c'est aussi bien souvent la culture des combines entre amis. De ce qui semblait, pendant longtemps, normal, mais qu'à la fin, on n'arrive plus à expliquer. Puis on se retrouve devant les Français à dire "on a toujours fait ça, nous tous, vous voyez bien, les autres aussi le font donc ce n'est pas si grave". C'est ça, l'expérience. Donc, je ne veux pas avoir l'expérience.

Et il faut qu'ils fassent très attention parce qu'il y a soixante millions d'inexpérimentés dans le pays. Il y en a une bonne trentaine de millions qui vont aller voter et ils ne veulent pas avoir grand-chose à voir avec l'idée que certaines et certains se font de l'expérience politique. Donc nous allons continuer dans l'innovation radicale sur le plan politique parce que c'est la seule façon de faire avancer notre pays et de le bouger.

Ensuite la deuxième chose, c'est qu'il faut libérer. Libérer, parce que nous avons besoin d'attirer les talents. D'attirer celles et ceux qui font le présent et le futur. De permettre à celles et ceux qui ont envie de créer, d'entreprendre, de travailler, de le faire plus simplement en France. De prendre des risques. Et de manière très concrète. Et donc, ce rapport à la liberté, il est fondamental. Et je le dis souvent parce que la liberté doit être réconciliée avec l'égalité. Parce que quand on empêche les gens d'entreprendre, de faire, on les empêche tout simplement d'avoir la chance de changer de conditions de vie. La liberté, celui qui a de l'argent, qui a déjà bien réussi, il l'a déjà. Il l'a. Et il l'a en France. La France est un pays très confortable, hormis les sujets fiscaux qu'on a évoqués tout à l'heure, mais si vous êtes un rentier très riche, aujourd'hui, la France est un très bon pays. Vous ne payez pas l'ISF, vous avez des aménagements fiscaux, vous pouvez optimiser. C'est un cadre de vie formidable, le climat y est très doux, les paysages sont beaux, tout va bien, c'est un très bon pays ! Mais ça n'est pas l'idée que je me fais de mon pays. Donc la liberté les gens qui sont en bonne santé, qui sont déjà riches, l'ont déjà. Ce que je veux, c'est de la liberté pour celles et ceux qui veulent faire, qui veulent créer de l'emploi.

Qui veulent changer de conditions de vie. Qui sont dans les quartiers difficiles ou des quartiers pauvres. Eux, ils ont besoin de la liberté. Elle est là, la vraie liberté. C'est la liberté que vous donnez à celles et ceux qui n'ont rien. Et ça, ce n'est pas un projet libéral ou ultra-libéral au sens où beaucoup l'entendent. C'est un projet libéral au sens classique du terme. Moi, je l'assume, de volonté de redonner de la liberté. C'est un projet anti-conservateur. Parce qu'un conservateur, il a déjà bien réussi et il ne veut pas qu'il y en ait d'autres qui réussissent. Donc moi, je veux un projet qui permette aux gens de bien réussir dans mon pays. Qui permette aux classes moyennes d'aller encore plus haut et d'avoir des perspectives. Et qui permet aux classes populaires de devenir des classes moyennes, voire davantage.

Et donc c'est un projet de réussite assumée, mais de mobilité économique et sociale en même temps. Et donc pour ça, qu'est-ce qu'on propose ? Des simplifications radicales : entreprendre plus facilement, simplifier drastiquement les formalités pour créer une entreprise, simplifier les formalités pour les entrepreneurs individuels en supprimant le RSI, simplifier la vie des entrepreneurs en ayant une fiscalité plus adaptée, ce que je vous disais sur l'ISF. Simplifier la vie des entrepreneurs en ayant une fiscalité, je le dirai la semaine prochaine, des entreprises qui soit aussi plus simple et plus basse, qu'on ramène au niveau européen. Simplifier la vie de celles et ceux qui créent de l'emploi en ayant d'autres règles de droit du travail. Et là, c'est un pilier de réformes fondamentale. Je m'arrête deux secondes dessus. J'y crois profondément. Et c'est pour moi l'une des réformes structurelles, comme on dit joliment, ce n'est pas un mot qui parle beaucoup aux gens, mais une réforme en profondeur. "Structurel", c'est un mot qui vient de Bruxelles, c'est pour dire que c'est une réforme qui est très importante, qui sera douloureuse et dont vous ne tirez pas profit immédiatement. Donc sous-titrée "réforme, normalement, qu'on dit qu'on va faire mais qu'on ne fera pas parce que c'est trop compliqué". Donc c'est une réforme qu'il faut faire dès le début, vite, fortement, en l'assumant, parce qu'elle met deux à trois ans à donner des effets, mais elle est indispensable. Cette réforme, qu'est-ce que c'est ? C'est de libérer, de simplifier notre code du travail, pour permettre, justement, d'adapter le droit du travail à l'entreprise, à sa taille et à son secteur. Aujourd'hui, on a un code du travail qui est pléthorique, ce n'est pas une découverte, tout le monde le dit. Ça fait vingt ans qu'on essaye de le réformer. En dix ans, est-ce que vous savez combien de fois on a changé le Code du travail, en France ? Cinquante fois. Cinquante fois. Il n'y a pas d'équivalent dans d'autres pays. Et à chaque fois, on l'a allongé. Parce qu'on reste dans un même dogme, c'est qu'il faut tout définir au niveau de la loi. Le seul moyen de le simplifier et de l'alléger, c'est de dire "on va garder au niveau de la loi les principes fondamentaux, les principes de base, et ensuite, on va renvoyer à un accord de branche ou à un accord d'entreprise ce qui est négocié". Et donc, c'est cette République contractuelle à laquelle je crois. Ce qui veut dire qu'on va donner la possibilité de négocier les seuils d'entreprise parce que quand vous êtes dans une grande banque, vous vous en fichez complètement du seuil : elles se sont adaptées, il y a des dirigeants, il y a des DRH, etc. Quand vous êtes dans le bâtiment ou les travaux publics, quand vous êtes dans des secteurs d'activité où il y a beaucoup de PME, l'hôtellerie, la restauration, les seuils, c'est terrible. Allez dans un restaurant à Paris, ils vous disent "Londres, c'est beaucoup mieux, il n'y a pas le seuil à cinquante". Et les salariés, ce n'est pas ce qu'ils demandent le plus. Vous voyez, il y a un pragmatisme du terrain qu'on peut tout à fait définir sans compliquer la loi, sans vouloir faire la même règle pour tout le monde mais en redonnant de la liberté, de la respiration sur le terrain et une vraie liberté contractuelle. Et donc ça, c'est une réforme qui est fondamentale, qui sera difficile à conduire parce qu'elle vient contre des intérêts en place mais qu'on lancera dès le début.

Libérer, c'est aussi libérer la capacité, eh bien, à faire de la recherche, à innover. On est dans une économie d'innovation et de la connaissance, c'est pour ça que, je l'ai dit, je sanctuariserai le budget de la recherche et de l'enseignement supérieur mais qu'il faut, derrière, une politique beaucoup plus avant-gardiste, en matière de recherche. Moi, quand je dis que je veux attirer les talents anglais, britanniques, français vivant ici, ce sont non seulement ceux de la City mais c'est également les chercheurs des académies. J'ai vu que certains, à Oxford, se posaient la question de rejoindre la France, je ferai tout pour. Et donc, ça veut dire, là aussi, donner beaucoup plus de liberté aux chercheurs, aux enseignants, donner à celles et ceux qui connaissent - Cédric VILLANI est avec nous, c'est un formidable mathématicien, objectivement. Vous pouvez l'applaudir.

Jusqu'alors, on vit dans un système, un système quasi-monarchique français où, normalement, celui qui est président ou qui veut le devenir va vous dire "je ferai pour la recherche tel plan, tel programme, mes priorités, je vais vous expliquer ce qui est bon pour les mathématiques françaises". J'ai essayé d'avoir cette discussion avec Cédric. Je n'y comprends à peu près rien. Donc un pragmatisme de bon aloi car rapidement, d'ailleurs, tout chef d'entreprise qui peut comprendre les enjeux de son entreprise mais qui n'est pas capable, s'il dirige une entreprise automobile, d'être aussi performant que son meilleur ingénieur de motorisation, c'est de dire "chacun va faire ce dans quoi il est bon". Et donc, Cédric VILLANI, il est bien meilleur que moi pour savoir ce qui est bon pour les mathématiques en France. Donc moi, je ne vais pas proposer un grand plan pour la recherche. Je vais donner une garantie de moyens, une visibilité sur cinq ans mais beaucoup plus de liberté à des gens comme Cédric VILLANI pour qu'ils puissent faire la recherche, avoir l'organisation, les moyens d'attirer d'autres talents et de faire ce qu'il a à faire. C'est ça, la solution.

Et donc, ça veut dire une autonomie des établissements, une autonomie de recrutement, sortir de ce système complètement désuet, avec une commission nationale où on désigne, à quelques uns, dans l'entre-soi, les profs qui iront dans tous les endroits de France et de Navarre et donner la capacité aux meilleurs chercheurs, aux meilleurs labos, aux meilleurs enseignants de recruter et donc, la liberté. Cette liberté, je la veux aussi pour l'Etat. Je vais expliquer, dans quelques jours, comment on va faire des économies, comment on va réformer. Mais on va réformer en libérant, on va réformer en assouplissant, justement, ce qu'est le cadre, aujourd'hui, de l'action publique, en donnant la capacité à innover sur le terrain, à sortir du carcan du statut de la fonction publique, en donnant la possibilité à des fonctionnaires de faire beaucoup mieux, plus librement, d'avoir plus d'autonomie de gestion, de décider au niveau local.

(Macron président, Macron président...)

Et donc, de sortir de ce débat mortifère où, en France, pour donner le sentiment qu'on réforme, on donne le sentiment qu'on casse. Il ne faut pas casser, il faut libérer. Parce que quand on casse, on détruit de la bonne énergie. J'étais, ce matin, à la Mutualité, pour parler de santé. Là aussi, de la même façon, les hôpitaux et les agences régionales de santé savent beaucoup mieux que moi comment faire des économies. Moi, ma responsabilité, par contre, c'est de donner des enveloppes, de la visibilité sur cinq ans et d'évaluer. Ça suppose - mais c'est le pendant de la liberté, quand on libère, on responsabilise. Donc moi, mes ministres, ils auront une responsabilité politique et tous les ans, ils répondront des économies que je leur demande de faire et un ministre qui ne sait pas faire des économies est un ministre qui ne reste pas.

Comme dans une entreprise, un patron d'unité qui ne sait pas faire d'économies, il ne reste pas. Ça fait dix ans, et certains, avec beaucoup, honnêtement, de bonne volonté, d'énergie, ont essayé de faire ça. Je dis que je ne fais jamais de stigmatisation. Je crois que quand Nicolas SARKOZY est arrivé en 2007, il voulait faire des économies. Mais la gouvernance de ce qui a été mis en place était très mauvaise. C'est lui qui avait pris l'engagement, tout seul, et il a demandé à deux hauts fonctionnaires, à l'Élysée et à Matignon, de passer en revue ces économies. Il y avait des bardées de technocrates, de fonctionnaires - j'en étais, à l'époque, donc je peux vous le dire - qui disaient comment il fallait faire et les ministres comparaissaient. Mais du coup, un bon ministre, c'était un ministre qui ne prenait pas ses responsabilités, qui allait au parlement, dans les médias, devant ses syndicats, devant ses fonctionnaires expliquer "attendez, ils sont fous, ils veulent couper ce truc-là, moi, je vais tout faire pour vous défendre". Et donc, les anticorps se développent, mais c'est une culture de l'irresponsabilité. Exactement comme si un dirigeant d'entreprise devait faire des économies contre ses patrons d'unité, ses patrons de magasin, ses patrons de business unit. Je n'ai jamais vu ça nulle part. Donc c'est une culture de l'irresponsabilité, parce qu'on a voulu concentrer au sommet toutes les responsabilités. Non. Moi, je serai clair, ferme dans mes engagements mais avec cette liberté, il y aura une responsabilité.

La troisième chose dont on a besoin c'est, en même temps, de protection. Alors, je vais vous dire, quand on parle de protection, ça n'est pas ringard. J'entends des gens qui disent "bah, la protection, la France a déjà tellement de protections, est-ce qu'on a besoin d'en avoir d'autres ?" D'abord, ce ne sont pas toujours les bonnes protections. Ensuite, il faut en revoir, les moderniser, mais je crois qu'on a besoin de protection et qu'un système qui propose de libérer sans protection, ou en tout cas sans remettre les gens en capacité, c'est un système qui ne libère pas vraiment. Pourquoi ? Parce que ce sont ces protections qui mettent aussi en capacité et qui permettent de réussir, qui permettent de mener à bien ce projet de liberté que j'évoquais, qui est la mobilité économique et sociale dont on a besoin. Et donc, la protection, c'est des droits réels, d'abord, c'est la capacité à faire. Mais je vais vous dire, surtout, pourquoi j'y crois vraiment. J'y crois à cause du moment où nous nous parlons. Qu'est-ce qui s'est passé avec le Brexit ? Qu'est-ce qui s'est passé avec l'élection de Donald TRUMP ? Une révolte des classes moyennes, largement, parfois, même, des classes populaires. Mais une révolte de celles et ceux qui, à un moment donné, ont dit "c'est très sympa, cette histoire que vous nous racontez depuis des années, de liberté, d'ouverture au marché, d'Europe, de mondialisation, de marché des capitaux. Mais, enfin, ce n'est pas fait pour nous. Nous, on n'a pas vu le pudding ou le beef", selon le registre ou la métaphore que vous choisissez, "nous, on a plutôt stagné, nous, on n'a pas vu notre quotidien changer". C'est ce qui s'est passé. Regardez nos sociétés. Depuis vingt ans, on a une mondialisation où les 1% les plus riches ont continué à s'enrichir. Ça s'est très bien passé. Les classes moyennes des pays en développement se sont enrichies. Elles se sont développées de manière assez forte. Mais nos classes moyennes ont stagné. En donc, l'écart entre nos classes moyennes et les classes les plus riches s'est accru. Avec ça, du coup, une déconstruction de nos sociétés. Là où, quand on venait d'une classe moyenne en France, on pouvait accéder à l'élite, on pouvait devenir quelqu'un qui réussit, quelqu'un qui est riche, quelqu'un qui appartient à l'élite académique ou autre. Ça s'est réduit. Ça, c'est lié à quoi ? C'est lié à une mondialisation qui a spécialisé les compétences, le commerce - c'est la première vague -, à une financiarisation de cette mondialisation, qui a accru les inégalités, et à une numérisation. Le digital a encore accru ces inégalités parce qu'il est venu menacer les jobs de taille intermédiaire et il a libéré les emplois de faible qualification et de haute qualification. Et ça, c'est un poison lent pour nos sociétés. Parce que si vous ne donnez pas des perspectives aux classes moyennes, vous fragilisez les démocraties. Pourquoi la Grande-Bretagne a

Seul le prononcé fait foi.

fait un choix que je pense intimement - je n'ai pas à juger du choix du peuple britannique - mais un choix mauvais pour lui ? Parce que les classes moyennes ont manqué de perspectives. Parce qu'à un moment, elles ont douté. Pourquoi TRUMP, Monsieur TRUMP, a pu être élu ? Parce que les classes moyennes ont dit "tout ça n'est plus fait pour nous". Pourquoi les populismes montent ? Pourquoi, en France, le Front National monte ? Parce que les classes moyennes et les classes populaires – qu'il faut entendre – disent : "ce monde-là, c'est un monde où on n'a plus, nous, notre place". Et donc, si on ne recrée pas, par un système de protection, de mise en capacité, du commun, de la cohésion On peut aimer la liberté, on finira par la perdre. On peut aimer le monde ouvert - moi, je l'aime -, l'Europe, la mobilité, on finira pas élire des femmes et des hommes qui, eux, n'y croient pas. Parce que la promesse de fermeture, à un moment donné, sera plus forte que la promesse d'ouverture parce que nous n'avons pas su, justement, apporter ces protections. Donc c'est pour ça que, au cœur du projet qui est le mien, il y a aussi ces protections, ces mises en capacité. C'est aussi important que la libération. C'est d'abord, quand je dis protéger, mettre en capacité les individus. Et pour moi, le cœur de cela, c'est l'école et la formation continue.

Parce que quand le système scolaire ou le système de formation est à l'arrêt, il n'y a plus de mobilité et donc celles et ceux qui viennent d'un milieu difficile n'ont plus la capacité à réussir. Or, qu'est-ce qu'il se passe, aujourd'hui, en France ? Et là, il faut le regarder en face. On a un système qui est plus injuste qu'il y a vingt ans. On a un système où, quand on vient d'un milieu modeste, on a moins de chances de faire des bonnes études, d'accéder à des bons emplois qu'il y a vingt ans. Le cœur du problème, le cœur du problème, il est dans la petite enfance. Il est au niveau de l'école primaire. On a abandonné ce niveau-là, on a abandonné les moyens qu'on donnait aux écoles, ce qui fait qu'en moyenne, en France, il y a 20% des enfants en CM2 qui ne savent pas vraiment lire, écrire, compter. Ces 20% là, vous allez les retrouver dans l'échec scolaire au collège, vous allez les retrouver ensuite dans celles et ceux qui décrochent, dans ces deux millions de jeunes qui sont hors du système, c'est-à-dire ni en emploi ni en formation, vous allez les retrouver largement dans le chômage de longue durée et vous allez parfois même les retrouver dans la grande délinquance. Donc, notre responsabilité première, c'est de recréer cette égalité des chances, par une vraie politique scolaire et donc par une politique où on fait plus pour ceux qui ont moins, c'est ce que j'ai proposé, c'est-à-dire dans toutes les zones d'éducation prioritaire, les zones difficiles, de diviser par deux le nombre d'élèves par classe en CP/CE1. C'est douze mille classes. On a les moyens de le faire, en redéployant justement nos efforts, en faisant beaucoup plus pour eux, d'individualiser les méthodes d'enseignement, de donner plus d'autonomie pédagogique au corps enseignant, de payer beaucoup mieux les enseignants qui travaillent dans ces zones, d'avoir une vraie autonomie de projet, de gestion, parce qu'aujourd'hui, ils doivent avoir plus d'autonomie qu'un lycée, en l'espèce, qu'une école élémentaire qui est dans une zone beaucoup plus facile, de leur redonner de l'autonomie d'organisation et plus largement, de rajouter des heures d'enseignement. On a, ces dix dernières années, profondément démissionné. On a réduit des heures de l'enseignement devant des élèves pour tous. C'est terrible pour celles et ceux qui sont des milieux les plus modestes et donc moi, je veux rajouter deux heures d'enseignement qui ont été enlevées et il faut revenir à certains fondamentaux. Et là, je le dis, sur des matières comme l'histoire, il faut revenir à un enseignement chronologique qui structure, à des formes d'enseignements qui sont beaucoup plus structurants et décisifs. Ce sont des choses simples, mais fondamentales.

Ensuite, faire plus pour ceux qui ont moins, c'est-à-dire, aller au bout de cette autonomie de l'enseignement secondaire universitaire, aider à l'orientation parce que l'inégalité, elle est aussi quand vous finissez le secondaire, si vous venez d'un milieu modeste, si vos

Seul le prononcé fait foi.

parents n'ont pas fait d'études, ils ne savent pas vous dire où aller, ils ne savent pas vous dire quelles études faire, ils ne savent pas vous orienter. Donc, vous allez – je vous recommande ça – sur un formidable serveur qui s'appelle APB. Si vos enfants ont l'âge, ils peuvent faire l'expérience. Vous avez, je crois, mille-cinq-cents métiers. Si vous n'êtes pas dûment informé, bon courage, vous êtes perdu. Même quand vous avez une idée du métier que vous voulez faire, vous n'en retrouvez pas la dénomination. C'est une vraie injustice.

Et donc, il y a un investissement, en termes d'orientation, à faire dès le collège et au lycée pour orienter vers des filières qui sont aussi des filières techniques et professionnelles qu'on doit revaloriser dans notre pays parce qu'elles ont des débouchés.

Et là-dessus, je proposerai, Jean y tient beaucoup, un programme très ambitieux d'apprentissage au niveau français mais aussi au niveau européen parce qu'on doit avoir un booster européen pour l'apprentissage. C'est une politique qui doit aussi être européenne. On pousse cette idée d'un Erasmus de l'apprentissage qui est très important.

Mais il faut revaloriser, simplifier, rapprocher du monde de travail, ces formations. Mais en même temps, donner beaucoup plus de visibilité sur l'accès au supérieur. Et donc il faut que les filières universitaires donnent leurs performances, leurs débouchés, pour que vous puissiez choisir vers où vous allez. Ensuite, l'autre protection dont vous avez besoin pour reconstruire l'égalité des chances, c'est la formation continue. La France, elle est très mauvaise là-dessus, aussi. On a un système où on dépense beaucoup d'argent, plus de trente milliards d'euros, en formation continue. Mais ces plus de trente milliards d'euros, on les disperse, ils sont gérés de manière inefficace parce que jamais évalués et ils vont vers celles et ceux qui ont déjà bien réussi. C'est-à-dire, si vous avez un CDI dans un groupe riche, un grand groupe, vous allez avoir une très bonne formation. Mais vous vous en moquez. Plus exactement, on va vous proposer des cours d'anglais, de la diversification, parfois des cours assez anecdotiques - qui ne l'a pas vécu ? -, on va vous proposer des choses dont vous n'avez pas besoin mais ils vont vous dire : "oui, mais il faut que l'entreprise le dépense". Si vous êtes dans une PME il y a peu de chances qu'on vous en propose, c'est beaucoup plus dur. Si vous êtes en contrat court ou en intérim, donc fragile, vous n'avez aucun accès à la formation. Si vous êtes un jeune en situation de précarité, peu formé, vous ne savez pas ce que c'est. Si vous êtes un chômeur, vous n'en avez jamais entendu parler. Donc le système marche à l'envers, c'est ça, la réalité. Et donc, si on veut le remettre à plat, ce que je propose - c'est un défi fondamental -, on doit l'organiser différemment. Et donc, on doit dire "l'État remet, en quelque sorte, en tension son système de gestion des chômeurs avec le système de formation professionnelle". Et donc, l'État est juste un agrégateur, un stratège, il contractualise avec beaucoup de gens mais il définit une stratégie et il évalue. Et donc, c'est l'État qui dit, quand quelqu'un tombe au chômage, "vous avez le droit d'être indemnisé, je vous protège et j'assume le caractère universel de cette protection. Je vous fais un bilan de compétences. S'il y a un emploi qui correspond à votre compétence, vous avez droit à un refus. Au deuxième, vous devez le prendre sinon, je vous enlève vos droits".

Et donc, c'est un système de droits et devoirs, ce n'est plus une assurance, c'est un système universel, avec des vrais contrôles, que j'assume. Là, aujourd'hui, on n'ose pas contrôler parce qu'on dit "c'est une assurance, les gens ont payé pour être assurés". Moi, je dis "je change la logique, c'est un principe universel donc je contrôle". Par contre, si quelqu'un n'a pas les compétences qui vont avec l'offre d'emploi, je dois le réformer, et ça, c'est très important à comprendre. Je prends un peu de temps parce que c'est une idée qui paraît plus compliquée que d'autres. Mais parce qu'on vit un changement d'époque.

Seul le prononcé fait foi.

Pourquoi je prends du temps pour vous expliquer ça ? Parce que notre monde se transforme et ça va avec ce qu'on disait tout à l'heure, sur ce monde du numérique, cette disruption. Qu'est-ce qui est en train de se passer sous nos yeux ? Des secteurs entiers sont en train d'être balayés. Certains sont détruits, d'autres se créent. Aujourd'hui, en France, face à cela, on dit "on va protéger les emplois", parce qu'on a peur pour les gens mais on protège les vieux emplois, c'est une très mauvaise idée. Donc on empêche le changement, le renouvellement de se faire, ce qui fait que beaucoup d'investisseurs disent "moi, je ne vais pas investir là-bas, dès qu'il faut fermer ou restructurer, ils bloquent tout". Ça devient un débat politique, c'est terrible et donc, on ne protège pas vraiment. Et puis, six mois, un an plus tard, les licenciements se font et les individus sont démunis. Nous sommes dans un monde où des secteurs entiers d'activité seront profondément revus et recomposés. Tu le sais bien, George, toi qui as été ministre, aussi, dans un gouvernement britannique des sujets de biotechnologie et de transformation, il y a des secteurs entiers qui arrivent : la domotique, les métiers, justement, de l'automédication en médecine, de la silver economy, les métiers du renouvelable et de l'énergie. On a des pans entiers, justement, qui vont avec cette nouvelle économie, qui est celle, justement, de l'économie circulaire, du renouvelable, qui est une stratégie que je veux défendre et promouvoir et qui est un de mes axes fondamentaux.

Si on veut promouvoir cela, il va falloir reformer des gens. Parce que quelqu'un qui a aujourd'hui quarante ans, qui est cadre, par exemple, dans la banque, ce qui peut arriver à certains dans la salle. Si vous êtes en back office de banque, aujourd'hui, il y a, objectivement - je ne veux angoisser personne -, mais six chances sur dix pour que votre métier soit fragilisé par le numérique, c'est vrai, les algorithmes, les innovations, les transformations. Donc, ça va bouger. Si je vous propose une formation pour être conseiller back office niveau 1 et passer niveau 2, ce qu'on fait aujourd'hui en France, je ne vous sauve pas du tout. Parce que si c'est une disruption numérique, c'est fini. Donc le risque qu'on court dans tous ces métiers, ces activités qui vont subir le changement technologique, la transformation numérique, c'est qu'on va avoir puissance dix ce qu'on a vécu en France avec la fermeture des textiles, de la sidérurgie ou la fermeture des mines. On est plusieurs, dans la salle, à venir des Hauts-de-France, on a vécu ça, on connaît la région. Moi, j'étais à Noeux-les-Mines il y a quelques semaines, Matthieu tu connais bien aussi, vous avez les mêmes rues qu'il y a vingt ans, le terril est toujours là, ils ont fait une piste de ski, les gens sont dans la misère sociale complète, ils sont aux minima sociaux qui est, je le dis pour celles et ceux qui l'ignoraient, le revenu universel tel qu'il existe en France, parce qu'on ne laisse personne sans subside de l'État en France - il y a des minima sociaux - mais ils ne demandent pas le revenu universel, ils veulent un travail. Simplement, on ne les a jamais reformés et donc, vous avez des hommes et des femmes qui allaient à la mine mais on ne leur a jamais expliqué... on ne les a jamais formés pour faire les nouveaux métiers. Et donc si nous-mêmes, nous ne formons pas toutes celles et ceux qui vont être bousculés par ces changements vers de nouveaux métiers, nous aurons un drame économique et social et donc, la transformation de notre appareil de formation continue, elle est fondamentale. Personne ne la pose, dans le débat actuel.

La solution, elle n'est ni dans le revenu universel qui est un revenu passif, qui dit aux gens "vous n'avez pas de travail", qui est, en quelque sorte, un revenu de la défaite, parce qu'on dit aux gens "on a perdu la bataille, il n'y aura pas de boulot pour tout le monde, désolé, donc vous, vous serez au revenu universel". Mais simplement - c'est déjà mieux que la grande pauvreté -, mais les gens, leur place dans la société, leur dignité, c'est quand on va au café, quand on est dans la rue, de croiser quelqu'un, on lui dit "qu'est-ce que tu fais?". Vous n'allez pas me dire, demain, "je suis au revenu universel et c'est super".

Seul le prononcé fait foi.

Vous allez me dire “ je travaille à tel endroit, je fais ça”, si ça m'intéresse, on va se connaître, du coup, on va créer de nouvelles opportunités, peut-être inventer de nouvelles choses, c'est comme ça que ça va se passer, c'est pour ça que le travail a cette puissance folle. La solution, elle n'est pas, non plus, comme le propose François FILLON, de réduire la durée d'indemnisation du chômage. Ça, c'est une idée paternaliste. C'est l'idée qu'il y a des cadres qui optimisent, des gens qui optimisent le système. Il y en a mais l'ouvrier dont je parlais, ou le cadre de banque qui est licencié demain, vous pouvez réduire sa durée d'indemnisation, il est juste pas formé pour les emplois qui existent. Vous ne réglez pas du tout son problème, vous le précipitez plus vite vers les minima sociaux. Donc vous ne réglez rien et vous ne réglez rien aux deux millions de chômeurs qui, aujourd'hui, ne sont pas qualifiés pour les emplois qui existent.

Donc mon projet, c'est un projet de la formation active, de la transformation de la société, d'un investissement dans la société. C'est ça, le coeur de notre bataille, ce qui sera notre marqueur, notre changement. Et il n'est pas, non plus, dans la démagogie hors de tout précepte ou de tout rapport ou à la géométrie euclidienne ou aux lois de l'apesanteur qui est portée et par Monsieur MÉLENCHON et par Madame LE PEN, qui consiste à penser qu'on peut sortir de l'euro, dévaluer de 30%, tout en préservant l'épargne des Français, en créant de nombreux emplois, où les gens seront très heureux et auront beaucoup d'enfants.

Parce que je vais vous dire: ça commence comme un conte de fée, quoique, mais ça finit comme un cauchemar. Donc c'est la vraie sécurité, la sécurité professionnelle, celle qui met en capacité. Et puis, quand je parle de sécurité, il faut une sécurité au quotidien, une sécurité au sens premier du terme, c'est le projet que j'ai décliné la semaine dernière, une sécurité pour chaque individu. Parce que la sécurité, c'est la première des libertés. Parce que si vous avez peur de sortir dans la rue, vous n'êtes pas libre. Et donc cette sécurité, elle est fondamentale, aussi, pour nos classes moyennes. Et là aussi, je reviens sur beaucoup de dogmes établis. J'ai beaucoup de commentateurs qui se disent: “est-ce que c'est de droite ou de gauche, son programme sur la sécurité ?”, parce que j'ai dit “tolérance zéro”. Mais on peut être “tolérance zéro”, sans, pour autant, dire “mon problème, c'est l'islam”, faire de la démagogie, dire “je supprime, aujourd'hui, la double nationalité pour les terroristes”, qui est quelque chose qui n'a aucune utilité ou je fais de la démagogie en poursuivant le Front National et je baisse la majorité pénale à seize ans. On peut être pour une sécurité, une tolérance zéro, en étant fidèle à nos principes, parce qu'on est pragmatique !

Et donc, notre réponse, elle est simple. Plus de forces de police : dix mille forces de police et de gendarmerie en plus, sur le quinquennat. Ce sera une de nos priorités, parce qu'il en faut. Ensuite, on en libère cinq mille en les libérant des tâches indues du quotidien, de la paperasserie, des conduites qui sont injustifiées, des systèmes d'information sur lesquels on n'investit plus, et donc, la contrainte en est portée sur les forces de police et de gendarmerie. Ensuite, on crée une police de sécurité quotidienne, c'est-à-dire une autre forme d'intervention, une police qui n'est la police du renseignement et de l'investigation ni une police de l'intervention mais une police qui construit la solution de sécurité dans le quartier, au quotidien, avec la population, parce que c'est comme ça qu'on répond aux aspirations - là aussi, c'est du terrain. Ça veut dire une police qui construit les solutions de sécurité au niveau du quartier, avec les élus, avec les associations de quartier et qui en rend compte. Et ça, c'est très important pour comprendre ce qu'il se passe dans les quartiers aussi. Qu'est-ce qui crée de la nervosité dans les quartiers ? D'abord le fait qu'on a abandonné ces quartiers et qu'on a abandonné sur le plan de l'éducation, de la

Seul le prononcé fait foi.

formation continue, de la mobilité économique et sociale. Et donc, quand il n'y a pas d'emploi, quand il y a de la discrimination, quand il y a de l'assignation à résidence, il y a de la tension, ça c'est le premier élément de la politique que je mènerai pour aider les quartiers. C'est une vraie politique de reconquête positive.

Mais en même temps, il faut reconstruire de l'autorité de l'État. Et l'autorité, elle ne se construit pas dans les quartiers par des descentes, tel jour à telle heure, de forces de police qui arrivent suréquipées ou autre. Il faut une présence permanente, au contact, une reconstruction de l'autorité avec la population, c'est ça la police de sécurité quotidienne. Et ce que je propose ensuite, c'est deux réformes fondamentales : pour tous les petits délits, une réponse immédiate dans la main des policiers. Pour le vol à l'étalage, pour, par exemple, la détention de stupéfiants, pour tous ces petits délits du quotidien, aujourd'hui la réponse n'est plus adaptée. Qu'est-ce qui se passe quand ça arrive en France ? Le policier saisit la personne, fait un P.V., qui peut prendre plusieurs heures, l'envoie devant le juge. L'année dernière, cent soixante-quinze mille interpellations pour détention de stupéfiants, cent soixante-quinze mille. Cent mille, in fine, transmises aux juges, une grande majorité classée sans suite, plus de vingt mille rappels à la loi, une dizaine de milliers avec une amende de deux cents euros et quelques centaines avec des vraies peines de prison, parce que c'étaient des récidivistes. Tout ça au bout, d'en moyenne, selon les tribunaux, six à douze mois. C'est décourageant pour les policiers qui, le lendemain, voient la personne qu'ils ont arrêtée à nouveau dans la rue ; ça n'est pas du tout dissuasif pour les autres, puisque pour la très grande majorité il n'y a pas de suite. Le jour où il y a une suite c'est incompréhensible, parce que ça arrive un an ou un an et demi après. Et c'est très insécurisant pour la population parce qu'elle se dit "ça ne sert vraiment à rien leur système". Ce que je propose, c'est l'amende immédiate, c'est-à-dire ce qui est la majorité des cas en fin de procédure judiciaire, de donner ce moyen-là aux forces de police et de gendarmerie et de dire "ils peuvent donner une amende d'au moins cent euros". Si elle n'est pas payée, ensuite, il y a les forces de poursuite, classiques, que détient l'État, comme d'ailleurs sur des délits routiers, vous l'avez aujourd'hui. Avec la possibilité ensuite, évidemment, d'aller vers un procès pénal si vous avez un multi-récidiviste ou quelqu'un qui se soustrait à des forces contraignantes pour payer. Ça, c'est pragmatique, c'est une vraie transformation, et je vous le dis, ça réduira non seulement la délinquance, ça redonnera du sens sur le terrain pour nos forces de police mais derrière, surtout, ça libérera du temps de magistrat utile. Parce qu'aujourd'hui, sinon, ce sont des dossiers inutiles qui s'entassent dans les juridictions qui sont déjà les plus thrombosées. Ensuite, l'autre élément, c'est de donner un pouvoir qui n'existe pas aujourd'hui aux forces de police : un pouvoir d'injonction d'éloignement du territoire. Vous avez, au quotidien, des personnes qui polluent la vie des autres, qui font des trafics, qui intimident des femmes qui veulent aller s'asseoir à la terrasse d'un café, qui font la loi. Quand ce ne sont pas des délits identifiés, les forces de police ne peuvent rien faire, et donc elles sont dans l'impuissance. Il faut, en flagrant-délit, réussir à saisir l'un de ces délits et puis, à ce moment-là, la procédure que je viens de décrire commence. Et donc c'est terrible, c'est comme ça que des quartiers plongent et tombent dans le non-droit. Ce que je ferai, c'est de donner à ces forces de police, la possibilité, quand elles ont identifié, dans un immeuble, dans une rue, dans une zone, ces individus, de demander l'autorisation au juge des détentions et des libertés, de manière accélérée et très simple, de pouvoir éloigner ces personnes du territoire. Et à ce moment-là, quand elles les éloignent, s'il n'y a pas de respect de cette procédure, de pouvoir, à ce moment-là, poursuivre sur le plan pénal, et stopper ces comportements. Mais donc d'avoir cette possibilité qui aujourd'hui ne leur est donnée qu'après un long procès, dans le meilleur des cas. Et donc d'avoir, sur le terrain, la possibilité de réagir immédiatement et de manière beaucoup plus efficace.

Ensuite, je propose d'avoir, là aussi, une tolérance zéro en matière de réponse pénale : toute peine prononcée est une peine exécutée.

Parce qu'il faut bien le dire : les réformes récentes qui ont conduit à dire "il y a des réaménagements automatiques de peine quand on prononce des peines de moins de deux ans", ça n'est pas une bonne idée. Ça n'est pas une bonne idée parce que ça a conduit à une forme de laxisme, les gens se sont dit "moins de deux ans, du coup je suis sûr de ne rien avoir", et ça a conduit à une déresponsabilisation, au fait, d'ailleurs, que des juges, maintenant, ne prennent même plus la peine de prononcer des peines courtes ou, sinon, prononcent tout de suite des peines de plus de deux ans qui sont parfois excessives. Donc là, toute peine prononcée sera exécutée, ce qui veut dire qu'on crée en effet cent cinquante mille places dans les prisons, ce qui est le plan lancé par l'actuel Garde des Sceaux, que je pérenniserai parce qu'il est indispensable, compte tenu de la surpopulation carcérale actuelle et de notre situation.

Donc, vous le voyez, la sécurité est indispensable au quotidien, il faut des réponses pragmatiques, mais pas des réponses idéologiques, pas des réponses qui réduisent les droits, pas des réponses qui conduisent à raviver des choses qu'on a déjà vues mille fois : baisser le seuil de la majorité pénale à seize ans, ça n'a pas de sens, parce que quelqu'un qui a seize ans, s'il mesure 1m85 et est très menaçant, je l'entends, peut donner le sentiment qu'il faut une réponse plus musclée. Mais si vous le mettez tout de suite en prison avec d'autres de trente, ça n'a aucun intérêt, c'est inefficace. Mais surtout - c'est une nouvelle que je voulais annoncer publiquement -, ça existe déjà, donc c'est une mauvaise idée. Le juge peut le faire : à la main du juge, il peut abaisser la majorité pénale à seize ans, en cas, justement, d'infraction grave. Et donc là, on brandit des symboles, on brandit, justement, des éléments généraux. C'est l'esprit français : des symboles à tout-va pour dire "moi je suis rigoureux", alors que, dans les faits, c'est cette rigueur du quotidien, c'est cette tolérance zéro du quotidien pragmatique qui a une efficacité. Mais pas des symboles sur des réformes qui existent déjà, puisque le juge peut, aujourd'hui, abaisser la majorité pénale à seize ans lorsque des faits graves sont commis.

Enfin, le dernier axe sur lequel je voulais insister dans notre projet, c'est l'Europe. Il y a le changement culturel et cette révolution que j'évoquais, la liberté, la sécurité, mais ce projet, cette transformation que j'essaie ici de vous décrire, nous ne pourrons la faire qu'avec l'Europe. C'est pour ça que vous m'avez toujours entendu défendre l'Europe, que je me félicite qu'on ait des drapeaux européens dans nos rassemblements...

... et que là-dessus, je ne me résous à aucun fatalisme. J'entends la plupart des journalistes - j'étais tout à l'heure avec des journalistes britanniques, quand je vais à Bruxelles j'ai la même question, ou dans d'autres capitales -, on me dit : "Mais comment vous pouvez défendre l'idée européenne ? Vous n'allez jamais y arriver, vous êtes fou." Mais si !

Parce que les Européens ont décidé d'abandonner l'idée européenne, ils sont honteux. Pourquoi, en grande partie, pardon mes amis, à mes yeux, le Brexit s'est fait ? Parce que le "Yes" était pour beaucoup un "Yes, but...", parce que l'entrée en mêlée de David CAMERON avait été un chantage sur l'Europe. Ce n'était pas une volonté d'Europe décomplexée. Et donc, je le dis très fortement, on peut croire en l'Europe, aimer l'Europe, la défendre, mais en étant exigeant avec elle, c'est ce que nous portons. Je ne laisserai plus l'exclusivité de la critique de l'Europe aux anti-Européens. Je suis européen pour la changer avec vous !

Donc on a besoin de plus d'Europe et de mieux d'Europe. Et là, trois mots. Le premier : ce n'est pas la peine de parler d'Europe si nous-mêmes nous ne prenons pas nos responsabilités. L'Europe, je le dis souvent, c'est... Il y a cette très belle formule du Prince de Ligne, qui racontait en revenant de combat... il retrouve sa femme... L'autre jour je l'ai faite à Lyon, mais pour être politiquement correct, je l'ai faite à l'envers. Certains l'ont noté. J'ai dit que c'était sa femme qui lui répondait. La réalité, c'est le Prince de Ligne, qui est un affreux machiste, donc ne prenez pas ça pour un propos machiste parce que je suis un féministe, mais le Prince de Ligne rentre, sa femme, son épouse lui dit "m'avez-vous, pendant cette campagne, été fidèle ?". Et il a cette très belle réponse, il lui dit : "oui, souvent." Eh bien, avec l'Europe, les dirigeants... tous les dirigeants, sont souvent fidèles et souvent cohérents. Donc ils disent "j'aime l'Europe", mais ils n'en tirent aucune conséquence.

Donc c'est un formidable projet mais qui ne porte que des contraintes sur autrui. Donc on aime l'Europe mais on ne se soucie pas des contraintes financières et de nos propres engagements, on aime l'Europe mais il faut demander aux autres des efforts, donc j'entends... les uns disent "moi, j'aime l'Europe, je suis européen". Bon, ils ont voté contre tous les traités européens jusque-là, mais ils vous disent ça, "je suis pour une Europe des nations, etc.", mais ils disent "moi, la première année, je fais 5% de déficit parce qu'il faut faire un gros choc fiscal". Bon, il a raison, il l'a fait Premier ministre en 2007, ça ne marche pas. Parce que le gros choc fiscal dans un sens, c'est un gros choc fiscal, à la fin, dans l'autre sens. Je le dis pour ceux qui l'auraient oublié : 2007 a un pendant, il s'appelle 2011, moins quinze, plus trente, donc ce n'est pas un bon deal. Mais si vous faites exploser votre déficit public en faisant des cadeaux fiscaux au début, ça a une conséquence : c'est que ce n'est pas la peine d'aller parler aux autres d'un projet européen, parce qu'ils vous disent "tu reviendras quand tu respecteras les 3%, c'est-à-dire les règles que tu as voulues pour toi-même".

Et de l'autre côté, j'entends un projet où l'on dit "moi je suis européen, je suis européen pour restructurer les dettes, on va les mutualiser, c'est un super projet". Eh bien, oui, nous, on a quasiment 100% de dettes ; les Allemands pas du tout, ils sont en surplus... On peut essayer, comme disait Audiard. "Il y en a qui ont essayé, ils ont eu des problèmes"... Donc ça, c'est très sympathique quand on n'a jamais croisé les Allemands. Et d'ailleurs, on serait nous-mêmes allemands, je pense qu'on dirait non. Parce que moi, je n'ai encore jamais rencontré quelqu'un qui était prêt à mutualiser des dettes quand elles étaient deux fois supérieures en face. Ça n'existe pas. Donc, si on est européen, il faut d'abord faire nos propres réformes, il faut être sérieux. C'est pour ça que le premier jour, ce qu'on fera c'est d'abord une trajectoire cohérente, exigeante sur le plan financier. Je la présenterai dans les prochains jours, mais avec du sérieux, de l'investissement, mais, en même temps, on respecte nos normes. Et de l'autre côté, une politique de réforme en profondeur, ce que je vous raconte depuis tout à l'heure, sur le marché du travail, sur l'éducation, sur la formation continue. Des vraies réformes qui n'ont pas été faites jusqu'alors, qui vont simplifier drastiquement et moderniser notre économie. Tant qu'on n'a pas lancé cela, c'est sympathique de parler d'Europe, mais on n'est plus moteur. Deuxième chose quand on parle d'Europe : moi, je suis pour aller plus loin sur une Europe à vingt-huit et pour une Europe à dix-neuf dans la zone euro. Demain, malheureusement, une Europe à vingt-sept. Et donc la stratégie européenne que je veux conduire, c'est une stratégie qui consiste à assumer que l'Europe c'est ce qui nous permet de réussir et de nous protéger. Nous sommes dans un monde en recomposition profonde, où notre économie est en train d'être complètement revue. Où vous avez une économie mondialisée de manière instantanée par le numérique, où vous avez une transition écologique et environnementale profonde qui bouleverse nos modèles de production et où vous avez un risque géopolitique

Seul le prononcé fait foi.

immense, où vous devez protéger vos concitoyens avec des États-Unis qui sont en train de se désengager de la sécurité mondiale, un ordre multilatéral qui est un peu affaibli et des puissances régionales fortes, autoritaires qui émergent : la Russie, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Turquie, entre autres. Ce monde est donc en profond bouleversement et ça s'est fait en à peine dix ans, nous n'avons plus le même monde qu'il y a dix ans, on ne peut pas garder la même Europe qu'il y a dix ans, c'est terminé. Alors on peut dire, la main sur le cœur : "Je suis l'héritier du général de Gaulle et je vais répondre à tout ça, c'est la grande France"... Oui, la France a une diplomatie unique : moi j'ai été au Liban, j'ai été en Algérie, vous avez dû en entendre parler...

Nous avons une diplomatie, une place unique avec, d'ailleurs, les traumatismes de cette Histoire qu'il faut assumer, et moi je les assume de manière très décomplexée, en étant respectueux sur le plan émotionnel des mémoires de chacun, mais exigeant. Mais on ne peut pas peser, réussir à protéger et faire triompher notre pays sans l'Europe, il faut être clair. Et donc, pourquoi je suis européen ? Parce que, sur le plan de la sécurité, si on veut continuer à être une grande puissance, à assurer notre sécurité, à construire la paix au Moyen-Orient, au Proche-Orient et en Afrique, on a besoin de l'Europe, on a besoin d'une politique européenne.

Ça veut dire une politique à vingt-huit, de sécurité commune, il ne faut pas dire "je veux détruire Schengen", il faut le moderniser, il faut avoir une politique de gestion de l'asile commune, avec les pays d'origine et les pays tiers, il faut une politique de régulation de l'entrée dans notre territoire qui soit commune, il faut une coopération de nos services de renseignement beaucoup plus forte, il faut créer au moins cinq mille postes de policiers extérieurs aux frontières de l'Europe. C'est cela la vraie protection de nos populations.

Il faut ensuite une vraie politique de coopération diplomatique et militaire. C'est ce que j'ai été proposer en Allemagne, il y a quelques semaines, je pense qu'on n'arrivera pas, à court-terme, à avoir une politique à vingt-sept sur le plan de la défense. Il faut continuer à avancer, mais à court terme, il faut proposer à quelques pays d'avoir une coopération structurée sur les sujets de défense. Parce que l'on va ainsi mutualiser nos moyens, être plus forts, avoir des programmes communs, des interventions communes et c'est très important. Et donc, c'est ce que j'ai proposé aux Allemands, c'est évidemment ouvert à d'autres partenaires et je souhaite aussi que la Grande-Bretagne, dans la continuité de ce qu'on a fait à Lancaster House, puisse poursuivre avec nous sur ce sujet. C'est très important mais c'est ça, notre vraie défense.

Ensuite, si on veut réussir la transition environnementale, on a besoin d'un vrai marché européen, unique, de l'énergie. Le seul moyen d'y arriver, de nous permettre de développer encore plus vite notre industrie des renouvelables, de développer notre économie circulaire, et je veux, moi, aller vers une stratégie qui nous permettra d'avoir le zéro déchet en France, et donc de développer massivement nos entreprises de l'économie circulaire, ça passera par une stratégie européenne, et en particulier par un prix du carbone fixé au niveau européen et un prix plancher. C'est indispensable !

Ça veut dire qu'il faudra aller contre quelques lobbies, qu'il faudra aller contre quelques intérêts constitués, aider à la transformation de certaines industries, et ça, c'est notre investissement, mais il faudra assumer cette politique qui, seule, nous permettra de réussir la transition énergétique et écologique.

Ensuite, et enfin, parce que je crois dans une stratégie numérique, et une Europe du numérique forte, il faut, là aussi, une vraie stratégie européenne. Je l'ai dit souvent : il n'y

Seul le prononcé fait foi.

aura pas, tout seul, un champion français. Il y en a eu, ils sont allés se faire coter ailleurs, mais ils sont encore trop rares. Mais il y aura beaucoup de champions européens si on a un vrai marché du numérique. Et donc, avoir un vrai marché du numérique, c'est unifier, c'est avoir un écosystème de financement de notre numérique européen et on peut le faire. Moi, j'ai défendu l'idée d'avoir, d'ailleurs, un fonds de capital risque européen public/privé, qui permette d'aller beaucoup plus loin, et sur les tickets de croissance de plus de quatre-vingts ou cent millions d'euros, d'aller plus loin et de développer en Europe les projets. C'est aussi avoir une vraie régulation du numérique, pour protéger les données des entreprises, pour protéger les données individuelles. Cette stratégie du numérique, cette régulation du numérique, elle suppose d'avoir une Europe forte, c'est indispensable.

Et puis enfin, il faut plus d'Europe au niveau de la zone euro pour avoir une vraie politique d'investissement : on a besoin d'investissements publics et privés, mais on a besoin d'un coup de booster de l'investissement dans notre pays. C'est indispensable. La Chine relance, les États-Unis relancent, les grandes économies relancent. Et nous, nous sommes en train de nous bloquer, de nous effondrer. La solution, ce n'est pas d'aller mutualiser les dettes que personne ne veut mutualiser avec nous, la solution, c'est qu'à quelques-uns, on ait une vraie politique de relance par l'investissement public, et donc qu'on aille mutualiser les dettes à venir, qu'on lève ensemble de l'argent sur les marchés, et donc qu'on ait beaucoup plus de convergence d'intégration au sein de la zone euro. Cette vraie politique zone euro, c'est le couple franco-allemand qui la portera. C'est ce que j'ai proposé à l'Allemagne : coopération militaire, coopération sur le plan diplomatique, rapprochement économique au niveau de la zone euro, c'est indispensable. Et cette politique-là, je veux la porter pour qu'on ait un vrai budget de la zone euro avec la possibilité de lever de l'argent, qu'on ait un vrai gouvernement économique de la zone euro, et un vrai parlement de la zone euro pour qu'il y ait un contrôle démocratique. C'est fondamental pour relancer nos économies.

Voilà, mes amis, voilà les quatre piliers, il y a beaucoup de choses, encore, qu'on pourrait dire, mais voilà les quatre éléments sur lesquels je voulais insister, avec vous, ce soir. Pour vous dire combien le défi est immense, la tâche est immense mais combien la France peut y arriver, combien notre pays peut y arriver, j'en suis intimement convaincu.

La période qui s'ouvre va être très dure. J'y suis prêt. Toutes celles et ceux qui sont avec moi y sont prêts. La semaine prochaine, je donnerai l'intégralité du projet, du contrat avec la nation que je défendrai, mais avec une vision claire. Moi, mon projet, ce n'est pas de redresser la France malgré elle, de vouloir la France d'avant-hier ou de proposer un avenir désirable mais qui n'est voulu que par une minorité et qui n'est pas possible. C'est de permettre à la France de choisir son avenir, de permettre à chacun de choisir l'étape d'après, de permettre à notre jeunesse de choisir l'avenir qui sera le sien et de reconnaître que la France, c'est une chance pour chacune et chacun d'entre nous. C'est cela, le cœur de notre projet.

(Macron président, Macron président ...)

Et donc, mes amis, les semaines à venir vont être très dures et je compte sur vous, parce que, dans les semaines à venir, c'est un choix historique que la France aura, que tous les Français auront à faire. C'est à un moment-clé où toutes les menaces sont là, où tous les risques sont là, où le monde est en train de se transformer, où quelque chose de nouveau advient, de savoir si nous voulons la nouveauté radicale en politique, si nous voulons le risque, si nous voulons la liberté et, en même temps, la sécurité, de manière ambitieuse et radicale, ou si nous voulons les choix d'hier, avec les hommes et les femmes d'hier, qui

Seul le prononcé fait foi.

ont fait n et n campagnes ou qui ont déjà gouverné pendant des années, qui re-proposeront inmanquablement les choix d'hier, parce qu'ils participent d'un système qui a déjà montré, hier, ce qu'il savait faire. Cet avenir, c'est à nous de savoir si nous voulons le construire ou si nous avons décidé, aujourd'hui, de l'abandonner à d'autres. Moi, je ne me résous pas à la fatalité. Je ne me résous pas à la peur. Je ne me résous pas au dogme. Alors oui, il y aura des bruits, oui, il aura des tempêtes, oui, il y aura, la peur parfois, peut-être, qui s'installe, ou le doute, mais à chaque instant, posez-vous la question de notre responsabilité immense, c'est celle de toute une génération, c'est la responsabilité de savoir si nous voulons, aujourd'hui, construire une France nouvelle, ou subir notre avenir et notre destin !

Et nous le ferons ensemble !

Vive la République et vive la France !
Merci à vous, merci beaucoup...

(Marseillaise)

Aller plus loin

Le replay >

facebook.com/EnMarche/videos/741102279401310/

Article sur notre site >

en-marche.fr/article/Emmanuel-macron-londres-en-marche-francais-a-l-etranger

Suivez Emmanuel Macron

